



Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2021



Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2021

Mode de présentation

Le présent rapport de gestion daté du 11 août 2021 présente une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation de **mdf commerce inc.** (anciennement « Technologies Interactives Mediagrif Inc. ») (« mdf » ou la « Société ») au 30 juin 2021 et pour les premiers trimestres terminés le 30 juin 2021 et le 30 juin 2020. Il doit être lu parallèlement aux états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre terminé le 30 juin 2021, de même qu'au rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2021 et qu'aux états financiers consolidés audités et aux notes complémentaires pour les exercices terminés le 31 mars 2021 et le 31 mars 2020. Ce rapport de gestion compare la performance pour les trimestres terminés les 30 juin 2021 et 2020 et il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, en appliquant des principes comptables conformes aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés n'incluent pas toutes les informations requises selon les IFRS pour des états financiers complets, en particulier les notes complémentaires.

Le présent document ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Certains totaux, sous-totaux et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres.

La Société présente des mesures de performance financière non conformes aux IFRS et des indicateurs de performance clés pour évaluer la performance opérationnelle. Ainsi, elle présente le résultat (la perte) ajusté, le résultat (la perte) ajusté par action², le résultat net (la perte nette) avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA »), le BAIIA ajusté¹, la marge du BAIIA ajusté et certains revenus présentés sur la base d'un taux de change constant³ en tant que mesures non conformes aux IFRS, et les revenus mensuels récurrents (les « RMR »)⁴ comme indicateur de performance clé. Ces mesures non conformes aux IFRS et cet indicateur de performance clé n'ont aucune signification normalisée en vertu des IFRS, et il est peu probable qu'ils soient comparables à des mesures désignées de façon semblable présentées par d'autres sociétés. Le lecteur est avisé que la présentation de ces mesures vise à compléter, et non remplacer, l'analyse des résultats financiers conformément aux IFRS. La direction a recours tant aux mesures conformes aux IFRS qu'aux mesures non conformes aux IFRS dans le cadre de la planification, de la surveillance et de l'évaluation de la performance de la Société. Les termes et définitions associés aux mesures non conformes aux IFRS ainsi qu'un rapprochement

1. Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Au quatrième trimestre de l'exercice 2021, la définition du BAIIA ajusté a été modifiée, et certains chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».
2. Le résultat (perte) ajusté et le résultat (perte) ajusté par action (de base et dilué) sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».
3. Certaines données sur les revenus et variations par rapport à la période précédente sont analysées et présentées sur la base d'un taux de change constant et sont calculées en convertissant les revenus de la période correspondante de l'exercice précédent libellés en devises aux taux de change de la période considérée. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».
4. Les RMR sont un indicateur de performance clé et ils sont composés de revenus de souscription et de support qui sont de nature récurrente. Ils excluent donc les frais uniques et les services professionnels ainsi que d'autres types de revenus non récurrents. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».



avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables, et l'indicateur de performance clé sont présentés à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés » du présent rapport de gestion. Au quatrième trimestre de l'exercice 2021, la Société a modifié la définition du BAIIA ajusté, et les chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».



Énoncés prospectifs

Dans le présent rapport de gestion, « mdf commerce », la « Société » ou les mots « nous » et « notre » signifient, selon le contexte, mdf commerce inc., seule ou avec ses filiales et entités dans lesquelles elle détient des intérêts financiers. Toutes les sommes indiquées en dollars sont en dollars canadiens, à moins que ne soit expressément spécifiée une autre devise.

Le présent rapport de gestion est en date du 11 août 2021 et à moins d'avis contraire, l'information qui y est présentée est en date du 30 juin 2021, date de la fin du plus récent trimestre de la Société.

Certains énoncés dans le présent rapport de gestion et dans les documents qui y sont intégrés par renvoi constituent des énoncés prospectifs. Ces énoncés se rapportent à des événements futurs ou à notre rendement financier futur et comprennent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus et inconnus, pouvant faire en sorte que les résultats, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations réels de mdf commerce ou de l'industrie au sein de laquelle la Société fait affaire soient sensiblement différents de ceux exprimés ou sous-entendus dans l'un des énoncés de la Société. Ces facteurs peuvent inclure, notamment, les risques et incertitudes qui sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » de la notice annuelle de la Société en date du 31 mars 2021. Les énoncés prospectifs peuvent généralement être repérés par l'utilisation d'une terminologie prospective comme « peut », « fera », « devrait », « pourrait », « s'attend à », « prévoit », « a l'intention de », « est d'avis », « estime », « éventuel » ou « poursuit » ou encore les formes négatives de ces termes et autre terminologie comparable. Ces énoncés ne sont que des prévisions. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations, attentes et hypothèses actuelles de la direction, que la direction estime raisonnables à la date des présentes, et qui supposent naturellement d'importantes incertitudes et éventualités, notamment d'ordre commercial, économique et concurrentiel, concernant des événements futurs, et peuvent par conséquent changer après cette date. Il ne faut pas accorder une importance indue aux énoncés prospectifs, et l'information contenue dans ces énoncés prospectifs ne doit être invoquée à aucune autre date. Les événements ou résultats réels pourraient différer de manière importante. Nous ne pouvons garantir les résultats, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations futurs. Nous déclinons toute intention de mettre à jour ces énoncés prospectifs et n'assumons aucune obligation de le faire, sauf tel qu'il est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.



Profil de la Société

mdf commerce inc. (anciennement « Technologies Interactives Mediagrif Inc. ») (TSX : MDF) rend le commerce fluide en fournissant un large éventail de solutions de type logiciel-service (« SaaS ») qui optimisent et accélèrent les interactions commerciales entre acheteurs et vendeurs. Nos plateformes et services outillent les entreprises à travers le monde et leur permettent de générer des milliards de dollars de transactions annuellement. Nos solutions d'approvisionnement stratégique, de commerce électronique, de collaboration dans la chaîne d'approvisionnement et de places de marché sont soutenues par une équipe solide et dévouée d'environ 700 employés basés au Canada, aux États-Unis, au Danemark, en Ukraine et en Chine.

Énoncé de mission

Notre mission consiste à *rendre le commerce fluide*.

Aperçu

La transformation qui doit faire de nous une entreprise de technologie de commerce infonuagique à forte croissance, avec un modèle d'affaires SaaS, se poursuit comme prévu, alors que nous continuons de nous concentrer sur la satisfaction des besoins de nos clients et sur la mise à profit des occasions sur le marché qui créent de la valeur pour nos parties prenantes. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, nous avons continué d'investir dans nos gens et les mises à niveau essentielles, alors que notre objectif est d'accélérer la croissance future, d'améliorer notre extensibilité et de tirer parti des conditions sur les marchés émergents. Ces efforts sont axés sur nos deux principales plateformes de croissance, soit celle de l'approvisionnement stratégique et celle du commerce unifié, cette dernière englobant des solutions de commerce électronique et de collaboration dans la chaîne d'approvisionnement.

La stratégie de croissance pour l'approvisionnement stratégique est fondée sur une combinaison de croissance interne et d'acquisitions stratégiques, puisque nous sommes d'avis qu'il existe des occasions pour consolider le marché nord-américain fragmenté de l'approvisionnement électronique. Nous estimons que nous avons la possibilité d'accélérer notre croissance et d'augmenter notre part de marché à mesure que ce marché croît et se consolide. En ce qui a trait au commerce électronique, la croissance est principalement interne, car ce marché s'accélère de façon importante, les entreprises mettant en place une infrastructure de commerce électronique nouvelle ou améliorée à un rythme accéléré. Pour cette plateforme, nous nous concentrons à investir dans nos bases, soit les capacités en matière de ventes et la technologie, afin de maximiser notre extensibilité, ce qui devrait nous permettre, au fil du temps, de générer plus de ventes et d'intégrer les nouveaux clients de manière plus efficace, tout en assurant un service à la clientèle d'une qualité sans faille.



Alors que nous nous concentrons à renforcer notre position sur le marché pour chacune de ces deux principales plateformes, l'incidence globale des revenus des places de marché électroniques sur la performance financière future de la Société devrait continuer de s'amoinrir.

Les revenus ont totalisé 22,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 20,5 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent, soit un taux de croissance de 10 %. Selon un taux de change constant³, le total des revenus a augmenté de 2,5 millions \$, ou 12,4 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021.

Au premier trimestre de l'exercice 2022, les revenus de notre plateforme de commerce unifié sont passés de 9,1 millions \$ à 9,9 millions \$, soit une augmentation de 8,7 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021. Compte non tenu de la solution de collaboration dans la chaîne d'approvisionnement, nos solutions de commerce électronique, qui comprennent les solutions Orchestra et k-eCommerce, ont généré des revenus de 6,7 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 5,8 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021, soit une augmentation de 15,3 %. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, les revenus tirés des plateformes de commerce électronique ont été touchés de façon positive par la hausse des transactions basées sur les volumes.

Au premier trimestre de l'exercice 2022, les revenus tirés de la collaboration dans la chaîne d'approvisionnement ont diminué de 2,8 % pour s'établir à 3,2 millions \$, comparativement à 3,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021.

Au premier trimestre de l'exercice 2022, les revenus tirés de notre plateforme d'approvisionnement stratégique se sont chiffrés à 8,9 millions \$, en hausse de 14,8 % par rapport à 7,7 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2021. Nos activités d'approvisionnement stratégique aux États-Unis ont connu une progression de 32,3 % d'un exercice à l'autre, laquelle comprend l'acquisition de Vendor Registry, le 18 novembre 2021. La pandémie de COVID-19 a accéléré l'adoption des solutions d'approvisionnement électronique dans le secteur public, qui faisait face à un besoin urgent de passer à un processus d'approvisionnement numérique afin de garantir la continuité des services. Alors que les employés étaient moins nombreux et en télétravail, les solutions infonuagiques de bout en bout sont devenues une partie intégrante de l'infrastructure critique du gouvernement, ce qui représente une importante occasion de croissance pour notre plateforme d'approvisionnement stratégique.

Les revenus tirés de la plateforme de places de marché électroniques, qui comprend Jobboom, The Broker Forum, Technologies Carrus, Polygon, Réseau Contact et Power Source Online, sont demeurés stables à 3,8 millions \$, en hausse de 2,8 %, ou 0,1 million \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2021.

La marge brute du premier trimestre de l'exercice 2022 a atteint 13,2 millions \$, ou 58,7 %, comparativement à 14,0 millions \$, ou 68,0 %, pour le premier trimestre de l'exercice 2021.



Au premier trimestre de l'exercice 2022, les revenus se chiffrent à 22,6 millions \$, comparativement à 22,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, ce qui représente une augmentation de 0,6 million \$, ou 2,5 %. La modeste croissance séquentielle est essentiellement attribuable au moment où les revenus des services professionnels sont tirés, lesquels sont demeurés stables à 3,5 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 3,4 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2021, et aux variations des revenus liés au volume de transactions. Au cours de l'exercice 2021, nous avons tiré parti du sommet atteint dans le domaine des transactions d'épicerie en ligne, au début de la pandémie de COVID-19. Alors que les pays assouplissent les restrictions relatives à la pandémie et que l'été est commencé, nous avons observé un ralentissement des commandes en ligne. Il est difficile de prévoir la tendance que prendront les volumes de transactions d'épicerie en ligne au fil du temps.

Au fil de notre croissance, le calendrier des contrats avec les clients, des services professionnels et des volumes de transactions pourrait continuer de causer des variations des revenus et de la marge brute séquentiels dans les trajectoires de croissance. Nous sommes d'avis que les investissements que nous effectuons actuellement contribueront de manière positive à notre performance financière au cours des trimestres à venir.

La perte nette s'est établie à 4,3 millions \$, ou une perte nette par action de base et diluée de 0,15 \$, pour le premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à une perte nette de 1,2 million \$, ou une perte nette par action de base et diluée de 0,08 \$, pour le premier trimestre de l'exercice 2021.

La perte de BAIIA ajusté du premier trimestre était négative à 1,5 million \$, comparativement à un BAIIA ajusté de 2,1 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021.

D'un point de vue opérationnel, la Société a mis en œuvre une deuxième vague de changements de marque afin de consolider davantage ses activités en vertu de l'approche Une Compagnie, Une marque. D'autres activités de consolidation et de valorisation des marques sont également en cours d'élaboration.

Mené par une équipe des produits et des TI chevronnée, le transfert des services vers le nuage AWS progresse et devrait se traduire par l'accélération de nos cycles de développement, l'innovation de nos produits et la monétisation de nos actifs existants, tout en fournissant des occasions d'optimisation des coûts au cours des prochains trimestres.

En ce qui a trait à notre stratégie d'acquisition de clients, les efforts continus visant à renforcer notre personnel des ventes commencent à donner des résultats, alors que nous observons une croissance de notre bassin de prospects, de nouveaux clients et des agences et fournisseurs du secteur public rejoignant régulièrement la plateforme d'approvisionnement stratégique. Nous sommes d'avis que la mise en œuvre de nos solutions pour les nouveaux clients et les clients futurs continuera de bénéficier de nos investissements en technologie, ce qui nous aidera à conclure et à gérer les nouveaux contrats de manière plus efficace et à accroître nos marges brutes au fil du temps.



Notre stratégie de fusions et acquisitions de la Société est principalement axée sur notre plateforme d'approvisionnement stratégique et elle a comme objectif précis d'accroître notre empreinte géographique et d'élargir notre gamme de produits, afin de nous permettre de mieux répondre aux besoins changeants des clients du secteur public.

En ce qui concerne les talents et la productivité, la Société a mis en œuvre diverses stratégies de recrutement pour faire face à la rareté des ressources en technologie et en ventes, qui s'est accélérée au début de l'année civile 2021. Notre stratégie en la matière consiste à prioriser l'embauche selon les postes qui ont une incidence directe sur les revenus. Au premier trimestre de l'exercice 2022, nous avons ajusté nos échelles de rémunération afin de demeurer concurrentiels sur le marché et d'attirer et de fidéliser des talents clés.



Perspectives

Alors que nous continuons la mise en œuvre de notre plan de transformation, nous devons consacrer des ressources additionnelles à l'optimisation de notre infrastructure opérationnelle afin de rehausser l'extensibilité et la rentabilité de nos activités, à mesure que nous intégrons de nouveaux clients et concluons des ventes croisées avec nos clients existants.

En ce qui concerne le commerce unifié, l'accent est mis sur la croissance interne, et des efforts et des investissements continus seront faits pour améliorer l'extensibilité. C'est aussi au sein de cette plateforme que nous enregistrerons une grande partie de nos revenus tirés des services professionnels, alors que nous déploierons davantage de systèmes pour les clients de grandes entreprises au fil du temps. Même si nous gérons activement nos charges liées aux services professionnels, l'apport de la marge brute pourrait parfois être réduit par les charges élevées liées aux services professionnels en raison de déploiements importants, qui génèrent des revenus récurrents tirés des droits d'utilisation. Alors qu'une sortie de la pandémie se dessine, l'adoption accélérée sur le marché de solutions de commerce électronique présente, à notre avis, une occasion de longue durée, puisque les détaillants mettent en œuvre ou à niveau leur infrastructure de commerce électronique. Nous prévoyons continuer de profiter de ces opportunités à l'avenir et nous croyons que les améliorations fondamentales dans lesquelles nous investissons maintenant nous aideront à concrétiser ces opportunités d'affaires plus rapidement, à assurer un déploiement plus efficient et à nous concentrer dès maintenant sur la croissance des revenus récurrents à marge plus élevée.

En ce qui concerne l'approvisionnement stratégique, nos efforts visant à consolider le marché de l'approvisionnement dans le secteur public se poursuivront. Partout en Amérique du Nord, particulièrement aux États-Unis, nous commençons à observer une augmentation des dépenses fédérales et d'autres organismes du secteur public. Nous croyons que cette augmentation des dépenses devrait se poursuivre au cours des prochaines années. Notre plateforme d'approvisionnement stratégique, qui est facile à déployer, est à notre avis bien positionnée pour devenir une solution clé pour la hausse attendue des dépenses gouvernementales dans toute l'Amérique du Nord. Nos stratégies d'accès aux talents continueront d'être axées sur le rendement. Nous priorisons les embauches en fonction de l'incidence des postes sur la croissance des revenus. Les campagnes de recrutement et les stratégies de délocalisation se poursuivront également.



COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a qualifié l'épidémie de COVID-19 de pandémie. Il s'en est suivi une période où la conjoncture économique et les conditions de marché à l'échelle mondiale ont été caractérisées par une volatilité et une incertitude sans précédent.

La Société continue de surveiller les répercussions financières que pourraient avoir la pandémie de COVID-19 et les risques de marché connexes sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation si la durée, la propagation ou l'intensité de la pandémie devaient s'accroître. Il est impossible de prédire avec certitude la durée et l'ampleur de l'incidence économique de la COVID-19 à court et à long terme, et un flou entoure toujours les éventuelles interventions des gouvernements et des banques centrales ainsi que le moment où s'opérera la transition vers une réouverture complète de l'économie.

La Société maintient une liquidité suffisante pour satisfaire à toutes ses obligations financières dans un avenir prévisible. Malgré cette liquidité, la perturbation des marchés du crédit pourrait se répercuter sur le coût du capital futur de la Société si la reprise de l'économie tarde ou se fait plus lentement que prévu. En outre, une période prolongée de forte volatilité des marchés risque de nuire à la Société.

Face à cette situation extraordinaire, la Société a agi de façon proactive et a rapidement mis en œuvre un plan de continuité des affaires. Elle a également pris des mesures pour s'assurer que l'ensemble de ses employés puissent poursuivre leurs activités à distance, plaçant ainsi la santé et la sécurité de tous au cœur de ses préoccupations. Cette réorganisation rapide nous a permis d'offrir à nos clients un soutien ininterrompu et de grande qualité.

En dépit du climat d'incertitude créé par la COVID-19 durant l'exercice 2021 et au début de l'exercice 2022, les activités liées au commerce électronique et la plateforme d'approvisionnement stratégique de la Société ont connu une croissance, surtout aux États-Unis. Certaines de nos plateformes ont enregistré une baisse de leurs revenus, et certaines d'entre elles ont profité des programmes d'aide offerts par le gouvernement fédéral du Canada dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Les conséquences économiques à moyen et à long terme de la pandémie de COVID-19 demeurent inconnues et elles pourraient influencer sur nos résultats futurs. La Société estime toutefois que la transformation du commerce électronique et des technologies numériques se poursuivra ou s'accélélera et que nous saurons tirer parti de cette tendance grâce à nos plateformes principales. Nos solutions d'affaires et notre expertise sectorielle nous placent en excellente position pour continuer à soutenir nos clients, alors qu'ils stabilisent leur organisation et optimisent leurs transactions commerciales pendant cette période exceptionnelle.



Faits saillants – Premier trimestre terminé le 30 juin 2021

- Le 28 mai 2021, la Société a annoncé la nomination de M^{me} Mary-Ann Bell à son conseil d'administration. Sa vaste expérience en tant qu'administratrice de sociétés au sein de plusieurs sociétés cotées renforcera le conseil de mdf commerce, alors que la Société cherche à réussir la mise en œuvre de son plan stratégique.

Événements subséquents

Le 11 août 2021, la Société a conclu une entente définitive avec Periscope Holdings, Inc. visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de Periscope Intermediate Corp. (« Periscope ») (l'« Acquisition »), une société de portefeuille de Parthenon Capital Partners (« Parthenon Capital »). Periscope exerce ses activités dans ses deux bureaux aux États-Unis, à Austin, au Texas, et à American Fork, en Utah. Periscope est un fournisseur de solutions d'approvisionnement en ligne qui compte plus de 20 années d'expérience dans le secteur et qui propose aux organismes gouvernementaux et fournisseurs étatiques et locaux aux États-Unis une solution d'approvisionnement de bout en bout entièrement intégrée. La solution d'approvisionnement en ligne de bout en bout de Periscope est conçue spécifiquement pour le secteur public et permet aux organismes gouvernementaux d'acheter des biens et des services de façon plus efficace, d'établir des contrats, d'analyser les dépenses, d'afficher des appels d'offres et de négocier sur une plateforme d'approvisionnement public qui offre une expérience d'achat comme au magasin.

Cette acquisition permettra à la Société de renforcer sa position de chef de file sur le marché nord-américain de l'approvisionnement en ligne des organismes publics.

Le prix d'achat est de 207,3 millions \$ US (environ 259,9 millions \$), sur une base sans encaisse ni endettement, sous réserve des ajustements de clôture usuels.

Le prix d'achat de l'Acquisition sera financé au moyen d'une combinaison i) d'un montant de 92,0 millions \$ sur l'encaisse disponible, ii) d'une dette de 50,2 millions \$ contractée en vertu des facilités de crédit renouvelables et à terme modifiées et augmentées, iii) d'un placement public par voie de prise ferme de reçus de souscription de 67,8 millions \$ de mdf commerce qui sera lancé conjointement à l'annonce de l'Acquisition, iv) d'un placement privé de 52,6 millions \$ en reçus de souscription de mdf commerce par le Fonds de solidarité FTQ et Investissement Québec, et v) l'émission d'actions de roulement d'un montant de 4,1 millions \$ et la création de primes de maintien en fonction de 4,1 millions \$.

L'Acquisition, qui demeure assujettie à certaines conditions de clôture usuelles et à l'obtention des approbations requises en vertu des réglementations antitrust, devrait être conclue au deuxième trimestre de l'exercice 2022 de la Société.



Faits saillants financiers – Premier trimestre terminé le 30 juin 2021 (le « premier trimestre de l'exercice 2022 »)

Total des revenus et RMR⁴

- Le total des revenus pour le premier trimestre de l'exercice 2022 a atteint 22,6 millions \$, en hausse de 2,0 millions \$, ou 9,9 %, comparativement à 20,5 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. Selon un taux de change constant³, le total des revenus a augmenté de 2,5 millions \$, ou 12,4 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021.
- Les RMR⁴ ont représenté 16,4 millions \$, ou 72,5 % du total des revenus, pour le premier trimestre de l'exercice 2022, contre 15,8 millions \$, ou 77,0 % du total des revenus, pour le premier trimestre de l'exercice 2021.
- La plateforme d'approvisionnement stratégique a généré des revenus de 8,9 millions \$, une augmentation de 1,1 million \$, ou 14,8 %, comparativement à 7,7 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. Le réseau américain de l'approvisionnement stratégique a favorisé la croissance des revenus, le total des revenus ayant augmenté de 32,3 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021.
- Les RMR⁴ de la plateforme d'approvisionnement stratégique ont compté pour 89,9 % des revenus de la plateforme pour le premier trimestre de l'exercice 2022, contre 94,4 % pour le premier trimestre de l'exercice 2021.
- La plateforme de commerce unifié, qui englobe des solutions de commerce électronique et de collaboration dans la chaîne d'approvisionnement, a généré des revenus de 9,9 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022, en hausse de 0,8 million \$, ou 8,7 %, comparativement aux revenus de 9,1 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. L'effet conjugué de la croissance interne, de l'obtention de nouveaux clients et de l'accroissement du nombre de transactions a fourni un apport de 0,4 million \$ à la solution Orchestra, alors que l'apport de k-eCommerce s'est chiffré à 0,5 million \$, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des revenus de la solution de collaboration dans la chaîne d'approvisionnement, certains détaillants ayant subi les contrecoups de la pandémie de COVID-19, ce qui s'est traduit par une baisse globale des transactions et des revenus fondés sur les volumes.
- Les RMR⁴ de la plateforme de commerce unifié ont compté pour 57,1 % du total des revenus de la plateforme pour le premier trimestre de l'exercice 2022, contre 59,1 % pour le premier trimestre de l'exercice 2021.
- La plateforme des places de marché électroniques a généré des revenus de 3,8 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022, soit une hausse de 0,1 million \$, ou 2,8 %, comparativement aux revenus de 3,7 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. La hausse est principalement attribuable à Jobboom, dont les revenus ont augmenté de 0,4 million \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, ce qui s'explique surtout par le fait que le marché canadien de l'emploi a été très actif.



- Alors que nous nous concentrons à renforcer notre position sur le marché en ce qui a trait à nos solutions d'approvisionnement stratégique et de commerce unifié, qui constituent nos deux plateformes principales, l'incidence globale des revenus des places de marché électroniques sur la performance financière future de la Société devrait continuer de s'amoinrir.

Perte et BAIIA ajusté¹

- Pour le premier trimestre de l'exercice 2022, le total des charges d'exploitation a augmenté de 2,9 millions \$, ou 19,5 %, comparativement au premier trimestre de l'exercice 2021, passant de 14,7 millions \$ à 17,5 millions \$. L'augmentation a surtout été observée dans les frais généraux et frais d'administration, qui ont augmenté de 1,3 million \$, et dans les frais de vente et de commercialisation, qui ont augmenté de 1,1 million \$. L'augmentation des charges d'exploitation découle entre autres de la croissance de nos revenus et des investissements effectués dans les activités pour favoriser la réalisation de notre plan de transformation de la Société, qui a été une priorité tout au long de l'exercice 2021 et du premier trimestre de 2022.
- La perte nette s'est chiffrée à 4,3 millions \$, ou une perte par action de 0,15 \$ (de base et diluée), pour le premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à une perte nette de 1,2 million \$, ou une perte par action de 0,08 \$ (de base et diluée), pour le premier trimestre de l'exercice 2021.
- La perte nette trimestrielle a augmenté d'un exercice à l'autre principalement car le coût des services a grimpé de 2,8 millions \$ et les charges d'exploitation se sont alourdies de 2,9 millions \$, du fait surtout des frais généraux et frais d'administration et des frais de vente et de commercialisation.
- La hausse du coût des services et des charges d'exploitation au premier trimestre de l'exercice 2022 a été en partie contrebalancée par les subventions salariales de 0,8 million \$ reçues par le biais du programme d'aide que le gouvernement fédéral du Canada a mis en place le 27 mars 2020 dans la foulée de la COVID-19. Les crédits d'impôts pour la recherche et le développement et pour le développement des affaires électroniques ont quant à eux diminué de 0,1 million \$ en raison de ces subventions salariales.
- La perte de BAIIA ajusté¹ s'est chiffrée à 1,5 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à un BAIIA ajusté de 2,1 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. La Société a comptabilisé une perte de change de 0,8 million \$ pour le premier trimestre de 2022, comparativement à une perte de change de 0,4 million \$ pour le premier trimestre de 2021. Les coûts connexes aux acquisitions, principalement engagés dans le cadre de l'acquisition de Vendor Registry, et les primes de maintien en poste liées aux regroupements d'entreprises, de même que les coûts de restructuration, composés pour l'essentiel d'indemnités de cessation d'emploi, se sont élevés à 0,2 million \$ et à 0,1 million \$, respectivement, pour le premier trimestre de l'exercice 2022 et pour le premier trimestre de l'exercice 2021.



(Perte consolidée) résultat consolidé et principales données financières

<i>En milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action</i>	Trimestres terminés les 30 juin		
	2021	2020	2019
	\$	\$	\$
Revenus	22 573	20 534	20 228
Marge brute	13 241	13 970	14 931
Charges d'exploitation			
Frais généraux et frais d'administration	4 981	3 707	2 812
Frais de vente et de commercialisation	6 112	5 022	4 411
Technologie	6 437	5 939	5 194
Total des charges d'exploitation	17 530	14 668	12 417
(Perte) résultat d'exploitation	(4 289)	(698)	2 514
Perte sur cession d'une filiale	-	-	(257)
Perte de change	(827)	(430)	(364)
Revenus financiers (frais financiers)	5	(364)	(354)
Recouvrement (charge) d'impôts	826	255	(488)
(Perte nette) résultat net	(4 285)	(1 237)	1 051
(Perte) résultat ajusté²	(4 285)	(1 237)	1 308
BALIA ajusté¹	(1 511)	2 053	4 144
(Perte) résultat par action – de base et dilué	(0,15)	(0,08)	0,07
(Perte) résultat ajusté² par action – de base et dilué	(0,15)	(0,08)	0,09
Dividendes déclarés par action	-	-	0,10
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation De base et dilué	28 404 116	16 394 436	14 848 779

	30 juin 2021	31 mars 2021	31 mars 2020
	\$	\$	\$
Total de l'actif	276 171	276 400	171 085
Dette à long terme	1 500	1 500	26 975
Autres passifs	54 267	50 333	51 271
Total du passif	55 767	51 833	78 246
Capitaux propres	220 404	224 567	92 839



Premier trimestre terminé le 30 juin 2021 par rapport au premier trimestre terminé le 30 juin 2020

Revenus

Pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2021, les revenus ont atteint 22,6 millions \$, comparativement à 20,5 millions \$ pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2020, ce qui représente une augmentation de 2,0 millions \$, ou 9,9 %. Selon un taux de change constant³, le total des revenus a augmenté de 2,5 millions \$, ou 12,4 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021.

- Les revenus tirés des droits d'utilisation ont atteint 16,4 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022, en hausse de 1,1 million \$, ou 7,2 %, par rapport à 15,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. Les revenus tirés des services professionnels ont augmenté de 0,9 million \$, ou 34,5 %, passant de 2,6 millions \$ à 3,5 millions \$. Les revenus tirés des frais de transaction, des services de maintenance et d'hébergement et autres constituent la tranche restante de 2,6 millions \$ des revenus du premier trimestre de l'exercice 2022 et sont demeurés inchangés dans l'ensemble par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021.
- Les solutions de commerce électronique de la Société et celles de la plateforme d'approvisionnement stratégique ont enregistré la plus forte croissance des revenus au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, tandis que celles de la solution de collaboration dans la chaîne d'approvisionnement, qui fait partie de notre plateforme de commerce unifié, ont enregistré une baisse des revenus au cours du premier trimestre de l'exercice 2022 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021, comme il est expliqué ci-dessous :
- Les revenus tirés de la plateforme de commerce unifié, qui englobe des solutions de commerce électronique et de collaboration dans la chaîne d'approvisionnement, se sont établis à 9,9 millions \$, une hausse de 8,7 % par rapport à 9,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le commerce électronique, qui comprend les solutions Orchestra et k-eCommerce, a représenté 6,7 millions \$ des revenus du commerce unifié au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, en hausse de 0,9 million \$, ou 15,3 %, par rapport à 5,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Orchestra a enregistré une hausse de 0,4 million \$, ou 10,5 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021. Les revenus tirés des services professionnels ont augmenté de 0,8 million \$, ou 47,2 %, en raison des déploiements pour d'importants clients, et les revenus tirés des droits d'utilisation ont diminué de 0,4 million \$, principalement en raison d'une baisse des volumes de transactions, surtout dans le secteur de l'épicerie en ligne.
- k-eCommerce, une solution de commerce électronique, a contribué pour un montant de 0,5 million \$, ou 27,0 %, à la croissance des revenus au premier trimestre de l'exercice 2022 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021, ce qui comprend une augmentation des revenus tirés des droits d'utilisation de 0,4 million \$, ou 31,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2021.



- La solution de collaboration dans la chaîne d'approvisionnement de la Société, qui fait partie de notre plateforme de commerce unifié, a enregistré une baisse des revenus de 0,1 million \$, ou 2,8 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021.
- Dans l'ensemble, les revenus tirés de la plateforme d'approvisionnement stratégique se sont chiffrés à 8,9 millions \$, pour un apport de 1,1 million \$, ou 14,8 %, à l'augmentation des revenus, qui étaient de 7,7 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2021. La solution américaine BidNet a contribué à l'augmentation des revenus de 1,1 million \$, ce qui représente une croissance de 35,1 % au premier trimestre de l'exercice 2022 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2021. Plus particulièrement, la solution américaine de la Société pour l'approvisionnement stratégique a surtout bénéficié de l'augmentation interne des revenus découlant de l'ajout de nouvelles agences gouvernementales, qui a donné lieu à une hausse du nombre de fournisseurs payants, et de l'acquisition de Vendor Registry le 18 novembre 2021. La pandémie de COVID-19 a accéléré l'adoption des solutions de commerce électronique dans le secteur public, qui faisait face à un besoin urgent de passer à un processus d'approvisionnement numérique afin de garantir la continuité des services. Alors que les employés étaient moins nombreux, les solutions infonuagiques de bout en bout sont devenues une partie intégrante de l'infrastructure critique des gouvernements, ce qui représente une importante occasion de croissance pour notre plateforme d'approvisionnement stratégique.
- Les revenus tirés de la plateforme de places de marché électroniques ont été stables, pour se chiffrer à 3,8 millions \$, une augmentation de 0,1 million \$, ou 2,8 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021. Les revenus de Jobboom ont augmenté de 0,4 million \$, ou 61,2 %, pour atteindre 1,0 million \$ au premier trimestre de l'exercice 2022, principalement en raison du marché canadien de l'emploi, qui a été très actif. Les revenus de Broker Forum, Technologies Carrus, Power Source Online et Polygon sont demeurés stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021.

Coût des services

Le coût des services a totalisé 9,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 6,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021, soit une hausse de 2,8 millions \$ principalement attribuable à l'augmentation des charges salariales et connexes de 1,6 million \$, déduction faite de la diminution de 0,1 million \$ d'un trimestre à l'autre des subventions fédérales reçues dans le contexte de la COVID-19. Les coûts des services professionnels ont augmenté de 0,7 million \$, principalement en raison des coûts de mise en œuvre engagés pour soutenir les déploiements pour les nouveaux clients. Les coûts liés à l'hébergement et aux licences ont augmenté de 0,4 million \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021, principalement en raison des coûts de transfert liés à la transition de la Société vers une stratégie infonuagique.

Marge brute

La marge brute du premier trimestre de l'exercice 2022 a atteint 13,2 millions \$, ou 58,7 %, comparativement à 14,0 millions \$, ou 68,0 %, pour le premier trimestre de l'exercice 2021. Cette diminution du pourcentage de marge brute est principalement attribuable à la hausse des charges salariales et de l'effectif ainsi que des coûts de recrutement, à la hausse des honoraires pour soutenir les mises en œuvre et les déploiements pour des clients à des marges moins élevées que les revenus



tirés de droits d'utilisation, et à la hausse des coûts liés à l'hébergement et aux licences, principalement en raison des coûts de transfert liés à la transition de la Société vers une stratégie infonuagique.

Charges d'exploitation

Pour le premier trimestre de l'exercice 2022, les charges d'exploitation ont totalisé 17,5 millions \$, comparativement à 14,7 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021.

- Les frais généraux et frais d'administration ont totalisé 5,0 millions \$ durant le premier trimestre de l'exercice 2022, en hausse de 1,3 million \$ comparativement à 3,7 millions \$ lors du premier trimestre de l'exercice 2021. La Société a engagé des charges salariales et connexes plus élevées de 0,5 million \$, déduction faite de l'augmentation de 0,2 million \$ d'un trimestre à l'autre des subventions fédérales reçues dans le contexte de la COVID-19, en raison de l'augmentation d'un exercice à l'autre des charges salariales. Les services professionnels et les coûts de recrutement ont augmenté de 0,7 million \$ pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives stratégiques et fondamentales.
- Les frais de vente et de commercialisation ont totalisé 6,1 millions \$ durant le premier trimestre de l'exercice 2022, en hausse de 1,1 million \$ par rapport à 5,0 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. L'augmentation est principalement attribuable à l'augmentation de 0,5 million \$ des charges salariales et connexes, déduction faite d'une diminution de moins de 0,1 million \$ des subventions fédérales reçues dans le contexte de la COVID-19. La Société a également engagé des coûts liés aux services professionnels plus élevés, et les coûts des activités promotionnelles ont totalisé 0,6 million \$.
- Les charges liées à la technologie ont totalisé 6,4 millions \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, une hausse de 0,5 million \$ comparativement au montant de 5,9 millions \$ comptabilisé au premier trimestre de l'exercice 2021. Cette hausse est essentiellement attribuable à une augmentation de 0,1 million \$ des charges salariales et connexes, déduction faite de la diminution de 0,3 million \$ d'un trimestre à l'autre des subventions fédérales reçues dans le contexte de la COVID-19, à une augmentation de 0,4 million \$ des coûts des services professionnels et à une diminution de 0,2 million \$ des crédits d'impôts pour la recherche et le développement, facteurs contrebalancés en partie par une diminution de 0,2 million \$ de la dotation à l'amortissement.

Perte d'exploitation

La Société a comptabilisé une perte d'exploitation de 4,3 millions \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à une perte d'exploitation de 0,7 million \$ durant le premier trimestre de l'exercice 2021, principalement en raison de la baisse de la marge brute d'un trimestre à l'autre, de la hausse des charges d'exploitation découlant principalement de la hausse des charges salariales et connexes, y compris des augmentations de salaires à des conditions concurrentielles sur le marché qui ont commencé au premier trimestre à des fins de rétention, et de l'effectif additionnel, ainsi que de la hausse des honoraires pour favoriser la croissance dans le cadre du plan stratégique. Ces coûts ont été contrebalancés en partie par la subvention salariale fédérale de 0,8 million \$ reçue dans le contexte de la COVID-19 au premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 0,5 million \$ au premier trimestre de l'exercice 2021.



Change

La perte de change s'est chiffrée à 0,8 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022 en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, comparativement à une perte de change de 0,4 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021.

Revenus financiers (frais financiers)

Les frais financiers, montant net, se sont chiffrés à néant au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à des frais de 0,4 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. Les intérêts sur les obligations locatives et l'amortissement des frais de financement reportés ont été contrebalancés par les revenus d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie. En octobre 2020, la Société a remboursé tous les montants dus en vertu de la facilité de crédit renouvelable précédente.

Recouvrement d'impôts

Pour le premier trimestre de l'exercice 2022, la Société a comptabilisé un recouvrement d'impôts de 0,8 million \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 16,2 %, comparativement à un taux prévu par la loi de 26,5 %. Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, le recouvrement d'impôts s'est élevé à 0,3 million \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 17,1%.

La différence entre le taux prévu par la loi de 26,5 % et le taux d'imposition effectif de 16,2 % découle principalement du fait que certaines charges comptabilisées ne sont pas déductibles aux fins de l'impôts, y compris la perte de change à la conversion des états financiers des filiales étrangères.

Perte nette

La perte nette s'est établie à 4,3 millions \$, ou une perte nette par action de base et diluée de 0,15 \$, pour le premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à une perte nette de 1,2 million \$, ou une perte nette par action de base et diluée de 0,08 \$, pour le premier trimestre de l'exercice 2021.

Au cours de l'exercice 2021, 13,4 millions d'actions propres ont été émises principalement dans le cadre de placements par voie de prise ferme, ce qui a fait passer le nombre pondéré d'actions en circulation au 30 juin 2021 à 28,4 millions d'actions, en hausse par rapport à 16,4 millions d'actions au 30 juin 2020.

BAIIA ajusté¹

La perte de BAIIA ajusté¹ s'est chiffré à 1,5 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à un BAIIA ajusté¹ de 2,1 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. Le BAIIA ajusté¹ a diminué comparativement au premier trimestre de l'exercice 2021 en raison des investissements essentiels dans les activités, les ventes et la commercialisation, la recherche et le développement et les services professionnels pour soutenir la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'initiatives stratégiques, du plan de transformation et d'importants contrats de déploiement.



Sommaire des résultats trimestriels

Les principales données financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres terminés sont les suivantes :

	2022	2021				2020		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
	30 juin 2021	31 mars 2021	31 déc. 2020	30 sept. 2020	30 juin 2020	31 mars 2020	31 déc. 2019	30 sept. 2019
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	22 573	22 030	21 403	20 752	20 534	18 917	18 072	18 211
(Perte) résultat d'exploitation	(4 289)	(3 284)	(2 716)	(93)	(698)	(2 210)	(1 753)	2 008
(Perte) résultat net	(4 285)	(2 858)	(2 853)	(643)	(1 237)	(6 758)	(1 879)	1 834
(Perte) résultat ajusté ²	(4 285)	(2 858)	(2 853)	(643)	(1 237)	(1 451)	(1 879)	1 660
(Perte) résultat par action – de base et dilué	(0,15)	(0,12)	(0,14)	(0,04)	(0,08)	(0,45)	(0,13)	0,12
(Perte) résultat ajusté ² par action – de base et dilué	(0,15)	(0,12)	(0,14)	(0,04)	(0,08)	(0,10)	(0,13)	0,11
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	28 404	23 874	20 844	17 161	16 394	15 052	14 913	14 849
BAIIA ajusté ¹	(1 511)	221	1 021	2 451	2 053	660	1 643	3 894

Trimestres de l'exercice 2021

- Quatrième trimestre terminé le 31 mars 2021 : Les revenus pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021 ont totalisé 22,0 millions \$, comparativement à 21,4 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, soit une hausse de 0,6 million \$, ou 2,9 %. Les revenus tirés de la plateforme de commerce unifié ont augmenté de 0,2 million \$, principalement en raison des mises en oeuvre pour des clients, et de 0,3 million \$ en ce qui concerne l'approvisionnement stratégique, particulièrement pour la solution américaine BidNet, principalement en raison de l'incidence des nouvelles agences ayant rejoint la plateforme au cours de l'exercice 2021, ce qui a donné lieu à une hausse des revenus tirés de l'approvisionnement stratégique provenant des vendeurs.

La perte d'exploitation s'est chiffrée à 3,3 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2021, comparativement à une perte d'exploitation de 2,7 millions \$ au troisième trimestre, soit une augmentation de 0,6 million \$.

Le coût des services et les dépenses d'exploitation ont ensemble augmenté de 1,2 million \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2021 par rapport au troisième trimestre. Les frais généraux et frais d'administration sont demeurés séquentiellement inchangés, tandis que les frais de vente et de commercialisation ont augmenté séquentiellement de 1,0 million \$, en raison de l'augmentation de l'effectif de vente et des activités publicitaires et promotionnelles en vue de stimuler la croissance des revenus. Les frais liés à la technologie ont diminué de 0,5 million \$, puisque les coûts ont été contrebalancés en partie par une augmentation des crédits d'impôt pour la recherche et le développement et pour le développement des affaires électroniques, par la capitalisation des logiciels développés à l'interne, par une diminution de la charge d'amortissement et par des subventions fédérales de 0,3 million \$ reçues dans le contexte de la pandémie de COVID-19.



En tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus, le BAIIA ajusté¹ a totalisé 0,2 million \$ au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2021, comparativement à 1,0 million \$ au troisième trimestre de l'exercice 2021.

La perte nette est demeurée séquentiellement inchangée par rapport au troisième trimestre, à 2,9 millions \$. La perte par action pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021 s'est chiffrée à 0,12 \$ par action (de base et diluée), comparativement à 0,14 \$ par action (de base et diluée) pour le troisième trimestre de l'exercice 2021.

Au cours du quatrième trimestre, 5,5 millions d'actions du trésor (4,9 millions au troisième trimestre de l'exercice 2021) ont été émises principalement dans le cadre d'un placement par voie de prise ferme, ce qui a fait passer le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au 31 mars 2021 à 1,0 million, comparativement à 2,9 millions d'actions au 31 décembre 2020.

- Troisième trimestre terminé le 31 décembre 2020 : En comparant avec le deuxième trimestre de l'exercice 2021 terminé le 30 septembre 2020, les revenus ont augmenté de 0,7 million \$ principalement en raison de l'augmentation des revenus de BidNet et Orchestra pour un montant total de 0,6 million \$.

Les dépenses d'exploitation ont augmenté de 3,3 millions \$ au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021 comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2021. Cette hausse s'explique par l'augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre au montant de 2,5 millions \$ incluant 0,8 million \$ en indemnités de fin de contrat de travail ainsi qu'en raison d'un montant inférieur de 0,6 million \$ de subventions fédérales dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Toujours au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021, les coûts de services professionnels ont augmenté d'un montant de 0,4 million \$ principalement en raison des coûts de transaction encourus pour l'acquisition de Vendor Registry.

En tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus, le BAIIA ajusté¹ a totalisé 1,0 million \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, comparativement à 2,5 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021. La perte d'exploitation a totalisé 2,7 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2021 comparée à une perte de 0,1 million \$ au cours du deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2020.

La perte nette pour le troisième trimestre de l'exercice 2021 a totalisé 2,9 millions \$ comparé à une perte de 0,6 million \$ pour le deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2020.

- Deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2020 : En comparant avec le premier trimestre de l'exercice 2021 terminé le 30 juin 2020, les revenus ont augmenté de 0,2 million \$ principalement en raison de l'augmentation des revenus de BidNet et de k-eCommerce pour un montant total de 0,4 million \$. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par une baisse de 0,1 million \$ dans les revenus de Orchestra.

Les dépenses d'exploitation ont diminué de 0,4 million \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021 comparativement au premier trimestre de l'exercice 2021. La baisse au niveau des dépenses d'exploitation est principalement reliée à l'inscription de subventions fédérales dans le contexte de la COVID-19 pour un montant additionnel net de 0,8 million \$, net de la réduction des crédits d'impôt de 0,2 million \$ au cours du deuxième trimestre.



Toujours au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, les coûts de services professionnels ont augmenté d'un montant de 0,5 million \$, en raison de l'augmentation du volume d'activités de certaines filiales.

En tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus, le BAIIA ajusté¹ a progressé de 0,4 million \$ pour atteindre 2,5 millions \$ alors que la perte d'exploitation a totalisé 0,1 million \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021 comparée à une perte de 0,7 million \$ au cours du premier trimestre terminé le 30 juin 2020.

La perte nette pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021 a totalisé 0,6 million \$ comparée à une perte de 1,2 million \$ pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2020.

- Premier trimestre terminé le 30 juin 2020 : En comparant avec le quatrième trimestre de l'exercice 2020 terminé le 31 mars 2020, les revenus ont augmenté de 1,6 million \$ principalement en raison de l'accroissement de l'utilisation de la plateforme Orckestra dans le contexte de la pandémie de COVID-19 pour un montant additionnel de 1,6 million \$. L'augmentation des revenus de BidNet, ASC et k-eCommerce d'un montant total de 0,2 million \$ a été annulée par la diminution des revenus de Carrus et InterTrade totalisant 0,3 million \$.

Les dépenses d'exploitation ont progressé de 0,3 million \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2021 en raison du coût des services plus élevé de 0,8 million \$ principalement en lien avec un volume d'activité plus élevé sur les plateformes de la Société, de coûts de services professionnels additionnels au niveau des frais d'administration de 0,2 million \$ et d'une provision pour créances douteuses pour un montant de 0,2 million \$. Les frais liés à la technologie ont quant à eux diminué de 0,4 million \$ principalement relié à des montants de crédits d'impôts additionnels en comparaison avec le trimestre terminé le 31 mars 2020.

Toujours au cours de ce premier trimestre, la Société a inscrit un montant de 0,5 million \$ à titre de subvention fédérale dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

En tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus, le BAIIA ajusté¹ a progressé de 1,4 million \$ pour atteindre 2,1 millions \$ alors que la perte d'exploitation a totalisé 0,7 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021 comparée à une perte de 2,2 millions \$ au cours du quatrième trimestre terminé le 31 mars 2020.

La perte nette pour le premier trimestre de l'exercice 2021 a totalisé 1,2 million \$ comparée à une perte de 6,8 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2020. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2020, la Société avait inscrit une charge de dépréciation d'actifs non monétaire nette d'impôts de 5,3 millions \$ reliée aux plateformes B2C Jobboom et Réseau Contact.



Trimestres de l'exercice 2020

- Quatrième trimestre terminé le 31 mars 2020 : En comparant avec le troisième trimestre de l'exercice 2020 terminé le 31 décembre 2019, les revenus ont augmenté principalement en raison de l'ajout des revenus provenant de k-eCommerce au montant de 1,2 million \$ (incluant un ajustement négatif sur revenus différés d'acquisition au montant de 0,3 million \$). Cette hausse a été partiellement compensée par la diminution des revenus au sein des plateformes B2C au montant de 0,2 million \$ ainsi que par la baisse des revenus de 0,2 million \$ au sein de Advanced Software Concepts.

En tenant compte de la hausse des revenus et de l'ajout des coûts de k-eCommerce pour un montant de 1,4 million \$, le BAIIA ajusté¹ a atteint 0,7 million \$, ce qui représente une baisse de 0,9 million \$.

La perte d'exploitation a quant à elle légèrement augmenté principalement en raison d'une charge d'amortissement supplémentaire sur actifs corporels et incorporels au montant de 0,5 million \$ incluant l'ajout de l'amortissement pour k-eCommerce.

La perte nette pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020 a totalisé 6,8 millions \$, montant qui inclut une charge de dépréciation non monétaire de 7,2 millions \$ moins un recouvrement d'impôts reporté de 1,9 million \$ reliée aux plateformes B2C Jobboom et Réseau Contact.

- Troisième trimestre terminé le 31 décembre 2019 : En comparant avec le deuxième trimestre de l'exercice 2020 terminé le 30 septembre 2019, les revenus ont légèrement diminué de 0,1 million \$. L'ajout des revenus de k-eCommerce au montant de 0,4 million \$ a été annulé par la baisse des revenus de Jobboom d'un montant de 0,3 million \$ ainsi que par la diminution des revenus de Orchestra et ASC pour un montant total combiné de 0,2 million \$.

Le BAIIA ajusté¹ a diminué de 2,3 millions \$, pour atteindre 1,6 million \$, principalement en raison des coûts de services professionnels au montant de 0,4 million \$ essentiellement reliés à l'acquisition de k-eCommerce et des salaires et charges sociales plus élevés d'un montant de 0,8 million \$. De plus, la Société a enregistré des crédits d'impôt et des logiciels et sites web développés à l'interne et capitalisés pour un montant moindre de 0,3 million \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020.

Toujours au cours du troisième trimestre de l'exercice, les activités de k-eCommerce ont généré une perte de 0,2 million \$ alors que la baisse des revenus de Jobboom, Orchestra et ASC a également impacté négativement le BAIIA ajusté¹ du trimestre.

En tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus, la perte d'exploitation a totalisé 1,8 million \$ en ligne avec la diminution du BAIIA ajusté¹ pour le trimestre. Conséquemment, la perte nette pour le troisième trimestre de l'exercice 2020 totalise 1,9 million \$ ou 0,13 \$ par action.

- Deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2019 : En comparant avec le premier trimestre de l'exercice 2020 terminé le 30 juin 2019, les revenus ont diminué de 2,0 millions \$ principalement en raison de la vente de LesPAC en date du 11 juin 2019. Il n'y a donc eu aucun revenu comptabilisé pour LesPAC au deuxième trimestre de l'exercice 2020 comparativement à 2,2 millions \$ au premier trimestre. Les revenus de BidNet ont pour leur part augmenté de 0,1 million \$.



Malgré la baisse des revenus de 2,0 millions \$, le BAIIA ajusté¹ n'a diminué que de 0,3 million \$, pour atteindre 3,9 millions \$, principalement en raison de salaires et charges sociales moindres de 1,0 million \$ en comparaison avec le premier trimestre de l'exercice 2020. De plus, les coûts de campagnes promotionnelles et les coûts de commissions sur ventes à de tierces parties suite à la vente de LesPAC, ont également diminué pour des montants de 0,6 million \$ et 0,4 million \$ respectivement. Toujours en comparaison avec le premier trimestre de l'exercice 2020, la Société a enregistré des montants moindres à titre de crédits d'impôts et de logiciels et sites web développés à l'interne capitalisés d'un montant de 0,2 million \$.

En tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat d'exploitation a totalisé 2,0 millions \$ en ligne avec la diminution du BAIIA ajusté¹ pour le trimestre.

Le résultat net pour le deuxième trimestre de l'année 2020 a totalisé 1,8 million \$ ou 0,12 \$ par action. Le résultat net du deuxième trimestre inclut un gain de change et un gain sur cession d'une filiale totalisant 0,5 million \$ comparé à une perte de 0,6 million \$ sur ces mêmes éléments au cours du premier trimestre de l'exercice 2020.

Premier trimestre terminé le 30 juin 2021 par rapport au quatrième trimestre terminé le 31 mars 2021

Revenus

Pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2021, les revenus ont atteint 22,6 millions \$ comparativement à 22,0 millions \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 mars 2021, soit une augmentation de 0,6 million \$, ou 2,5 %. Selon un taux de change constant³, le total des revenus a augmenté de 0,7 million \$, ou 3,3 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2021. Cette augmentation s'explique par les facteurs suivants :

- Les revenus tirés des droits d'utilisation ont atteint 16,4 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2022, en hausse de 0,4 million \$, ou 2,5 %, par rapport à 16,0 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2021. Pour le premier trimestre de l'exercice 2022, les revenus tirés des services professionnels se sont chiffrés à 3,5 millions \$, un résultat stable par rapport au montant de 3,4 millions \$ comptabilisé au quatrième trimestre de l'exercice 2021. Ces revenus tirés des services professionnels ont surtout été enregistrés dans la plateforme de commerce électronique pour appuyer les déploiements importants. Les revenus tirés des frais de transaction, de la maintenance et de l'hébergement et les autres revenus représentent la tranche restante de 2,6 millions \$ des revenus du premier trimestre de l'exercice 2022, soit le même total que celui enregistré au quatrième trimestre de l'exercice 2021.
- Les revenus tirés de la plateforme de commerce unifié, qui comprend les solutions de commerce électronique et de collaboration dans la chaîne d'approvisionnement, se sont chiffrés à 9,9 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 9,7 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021. Les solutions de commerce électronique Orchestra et k-eCommerce ont engendré des revenus combinés de 6,7 millions \$, soit une augmentation de 0,2 million \$, ou une augmentation séquentielle de 3,7 %. Les revenus de la solution de collaboration dans la chaîne d'approvisionnement sont demeurés séquentiellement inchangés.



- Les revenus de la plateforme d’approvisionnement stratégique se sont chiffrés à 8,9 millions \$, soit une augmentation de 0,2 million \$, ou 1,9 %, par rapport au quatrième trimestre de l’exercice 2021. L’apport de BidNet, une solution américaine faisant partie de la plateforme d’approvisionnement stratégique, a représenté une augmentation de 0,2 million \$ des revenus, soit une croissance séquentielle de 4,9 %.
- Le total des revenus de la plateforme de places de marché électroniques s’est élevé à 0,1 million \$, ou une augmentation séquentielle de 3,4 % des revenus, Jobboom représentant une augmentation de 0,2 million \$, ou 37,1 % séquentiellement, principalement en raison du marché de l’emploi canadien, qui a été très actif.

Coût des services

- Le coût des services a totalisé 9,3 millions \$ au premier trimestre de l’exercice 2022, comparativement à 8,6 millions \$ au quatrième trimestre de l’exercice 2021, soit une augmentation de 0,8 million \$, qui s’explique surtout par l’augmentation de 0,4 million \$ des charges salariales et connexes et par les coûts des services professionnels, qui ont augmenté de 0,3 million \$ principalement en raison des coûts de mise en œuvre pour soutenir les déploiements pour les nouveaux clients, alors que les frais d’hébergement ont augmenté de 0,1 million \$ en raison de la transition de la Société vers une stratégie infonuagique.

Marge brute

Pour le premier trimestre de l’exercice 2022, la marge brute s’est élevée à 13,2 millions \$ et a atteint 58,7 %, comparativement à 61,1 % pour le quatrième trimestre de l’exercice 2021.

Charges d’exploitation

- Les frais généraux et frais d’administration ont totalisé 5,0 millions \$ au premier trimestre de l’exercice 2022, en baisse de 0,4 million \$ par rapport à 5,3 millions \$ au quatrième trimestre de l’exercice 2021. Séquentiellement, le total des charges salariales a augmenté en raison des ajustements de salaires et de la hausse de 0,2 million \$ des coûts de recrutement, facteurs contrebalancés en partie par une diminution de 0,5 million \$ des indemnités de cessation d’emploi.
- Les frais de vente et de commercialisation ont totalisé 6,1 millions \$ durant le premier trimestre de l’exercice 2022, une augmentation de 0,3 million \$ par rapport à 5,8 millions \$ au quatrième trimestre de l’exercice 2021. L’augmentation est principalement attribuable à une hausse de 0,1 million \$ des charges salariales et des services professionnels.
- Les charges liées à la technologie ont totalisé 6,4 millions \$ durant le premier trimestre de l’exercice 2022, une augmentation de 0,9 million \$ par rapport à 5,6 millions \$ au quatrième trimestre de l’exercice 2021. L’augmentation est principalement attribuable à la diminution des crédits d’impôts pour la recherche et le développement et pour le développement des affaires électroniques et la baisse des logiciels générés en interne inscrits à l’actif, représentant ensemble 0,9 million \$.



Perte d'exploitation

La Société a comptabilisé une perte d'exploitation de 4,3 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à une perte d'exploitation de 3,3 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2021.

Perte nette

La perte nette s'est élevée à 4,3 millions \$, ou une perte nette par action de base et diluée de 0,15 \$, au premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à une perte nette de 2,9 millions \$, ou une perte nette par action de base et diluée de 0,12 \$, au quatrième trimestre de l'exercice 2021.

BAIIA ajusté¹

La perte de BAIIA ajusté¹ s'est chiffrée à 1,5 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement au BAIIA ajusté¹ de 0,2 million \$ présenté pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021. Le BAIIA ajusté¹ a diminué séquentiellement en raison d'une hausse des investissements essentiels dans les activités, les ventes et la commercialisation, la recherche et le développement et les services professionnels pour soutenir la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'initiatives stratégiques, du plan de transformation et d'importants contrats de déploiement.

Situation de trésorerie et sources de financement

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour poursuivre sa stratégie de croissance interne, pour effectuer des acquisitions ciblées et pour procurer à ses actionnaires un rendement adéquat sur le capital investi.

Selon les projections actuelles, la Société dispose de sources de financement suffisantes pour maintenir sa capacité à répondre aux besoins en fonds de roulement, pour soutenir la croissance prévue de la Société, pour financer les activités inscrites dans notre plan d'affaires et pour maintenir un niveau approprié de dépenses d'investissement.

Au besoin, la Société peut prélever des montants sur ses facilités de crédit (se reporter à la section sur la convention de crédit dans la rubrique « Activités de financement ») ou émettre de nouvelles actions pour financer ses besoins additionnels en trésorerie et des acquisitions d'entreprises.

Au 30 juin 2021, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société se chiffraient à 107,7 millions \$ (excluant la trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties).



Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Pour les trimestres terminés les 30 juin	
	2021	2020
	\$	\$
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles	884	801
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(834)	(925)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(482)	5 368
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours des périodes	(432)	5 244
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(127)	(626)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début des périodes	110 782	15 176
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin des périodes	110 223	19 794
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants de l'état de la situation financière :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	107 700	19 365
Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties	2 523	429

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles ont augmenté légèrement pour se chiffrer à 0,9 million \$, comparativement à 0,8 million \$ au premier trimestre de l'exercice 2021. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, les flux de trésorerie générés par les éléments hors caisse du fonds de roulement se sont élevés à 3,7 millions \$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux éléments hors caisse du fonds de roulement de 0,9 million \$ au premier trimestre de l'exercice 2021. Cet écart a été contrebalancé par une perte nette plus importante au premier trimestre de l'exercice 2022 qu'au premier trimestre de l'exercice 2021.

Activités d'investissement

Pour le premier trimestre de l'exercice 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 0,8 million \$, comparativement aux flux de trésorerie de 0,9 million \$ affectés au cours du premier trimestre de l'exercice 2021. La diminution s'explique surtout par une baisse de 0,1 million \$ des acquisitions d'immobilisations corporelles au premier trimestre de l'exercice 2022 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021.

Activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 0,5 million \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 5,4 millions \$ durant le premier trimestre de l'exercice 2021; il s'agit donc d'une diminution nette de 5,7 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021.

Au premier trimestre de l'exercice 2021, la Société a reçu le produit de l'émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement par voie de prise ferme conclu le 21 mai 2020, soit 14,8 millions \$, déduction faite des coûts d'émission. Ce facteur a été en partie contrebalancé par un remboursement net au titre de la dette à long terme de 9,0 millions \$ et des paiements de loyers s'élevant à 0,4 million \$.

Aucun dividende n'a été versé au cours des premiers trimestres des exercices 2022 et 2021. La politique actuelle de la Société consiste à réinvestir la trésorerie excédentaire dans la stratégie visant à accroître la croissance et le développement futur de la Société.



Dettes à long terme

Le 14 octobre 2020, la Société a conclu une nouvelle convention de crédit (la « convention de crédit ») avec deux institutions financières canadiennes en vertu de laquelle les prêteurs ont fourni une facilité renouvelable garantie de trois ans d'un montant maximal de 35,0 millions \$ (la « facilité renouvelable ») comprenant une disposition accordéon de 25,0 millions \$ sous réserve de l'approbation des prêteurs ainsi qu'une facilité à terme d'un montant maximal de 15,0 millions \$ (la « facilité à terme »).

La convention de crédit vient à échéance le 15 octobre 2023, et tout montant impayé est exigible en totalité à l'échéance. Au 30 juin 2021, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité renouvelable, et le montant prélevé sur la facilité à terme se chiffrait à 1,5 million \$. Ce montant est remboursable en versements mensuels égaux consécutifs, selon un taux d'amortissement annuel de 15 % à compter du 15 novembre 2021.

Facilité renouvelable

Le montant maximal disponible en vertu de la facilité renouvelable est calculé mensuellement à l'aide d'un pourcentage du solde des créances clients de moins de 90 jours et d'un multiple des revenus mensuels récurrents de la Société, jusqu'à un montant maximal de 35,0 millions \$. Au 30 juin 2021, la capacité d'emprunt maximale en vertu de la facilité renouvelable était de 33,1 millions \$.

Facilité à terme

La convention de crédit comprend une facilité à terme d'un montant maximal de 15,0 millions \$. Lors de chaque prélèvement, le montant maximal disponible sur la facilité à terme est calculé au moyen d'un multiple du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») tel qu'il est défini dans la convention de crédit, pour les 12 derniers mois. Un multiple différent est utilisé selon que le prélèvement est destiné au financement du fonds de roulement ou au financement d'acquisitions d'entreprises. Selon ce calcul, le montant maximal disponible était de 6,6 millions \$, dont une tranche de 1,5 million \$ avait été prélevée par la Société au 30 juin 2021.

Situation financière

La Société jouit d'une situation financière solide et elle est en mesure de respecter ses obligations financières. Au 30 juin 2021, excluant la trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société se chiffraient à 107,7 millions \$ (109,6 millions \$ au 31 mars 2021).

Au 30 juin 2021, le total de l'actif s'élevait à 276,2 millions \$, comparativement à 276,4 millions \$ au 31 mars 2021, et le total du passif s'élevait à 55,8 millions \$ au 30 juin 2021, contre 51,8 millions \$ au 31 mars 2021.



Le tableau suivant présente les principales informations tirées de l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière.

Principales informations tirées des états consolidés de la situation financière

	30 juin 2021	31 mars 2021
	\$	\$
<i>En milliers de dollars canadiens</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	107 700	109 637
Créances clients et autres débiteurs	9 935	10 602
Crédits d'impôts à recevoir	9 919	9 653
Actif au titre des instruments financiers dérivés	540	645
Goodwill	101 029	101 029
Autres	47 047	44 834
Total de l'actif	276 170	276 400
Comptes créditeurs et charges à payer	11 381	12 212
Revenus différés	22 494	20 310
Dette à long terme	1 500	1 500
Obligations locatives	10 724	10 522
Autres	9 668	7 289
Total du passif	55 767	51 833
Capitaux propres	220 403	224 567

Les principales variations des états consolidés de la situation financière de la Société entre le 30 juin 2021 et le 31 mars 2021 sont expliquées ci-dessous :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie (excluant la trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties) totalisaient 107,7 millions \$ au 30 juin 2021, contre 109,6 millions \$ au 31 mars 2021. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » pour en savoir davantage.
- Les créances clients et autres débiteurs se chiffraient à 9,9 millions \$ au 30 juin 2021, en baisse de 0,7 million \$, comparativement à 10,6 millions \$ au 31 mars 2021. Cette baisse est en grande partie attribuable à l'échéancier des factures.
- Les crédits d'impôts à recevoir, y compris les crédits d'impôts à recevoir pour la recherche et le développement et pour le développement des affaires électroniques, s'élevaient à 9,9 millions \$ au 30 juin 2021, contre 9,7 millions \$ au 31 mars 2021. Cette augmentation est liée à la comptabilisation de crédits additionnels au cours du premier trimestre de l'exercice 2022.
- Le goodwill est demeuré inchangé, à 101,0 millions \$, au 30 juin 2021.
- L'actif au titre des instruments financiers dérivés est demeuré à 0,6 million \$ au 30 juin 2021 (se reporter à la rubrique « Instruments financiers dérivés »).
- Les revenus différés totalisaient 22,5 millions \$ au 30 juin 2021, contre 20,3 millions \$ au 31 mars 2021. L'augmentation est surtout due à la facturation annuelle effectuée au début du premier trimestre de l'exercice 2022.
- Les obligations locatives se chiffraient à 10,7 millions \$ au 30 juin 2021, comparativement à 10,5 millions \$ au 31 mars 2021. L'augmentation est essentiellement due aux nouveaux contrats de location conclus au cours du premier trimestre de l'exercice 2022.



- La dette à long terme est demeurée à 1,5 million \$ au 30 juin 2021, le même montant qu'au 31 mars 2021.
- Les capitaux propres totalisaient 220,4 millions \$ au 30 juin 2021, contre 224,6 millions \$ au 31 mars 2021.

Instruments financiers dérivés

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à certains risques financiers. Elle utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques, et non à des fins spéculatives. La nature, l'ampleur et la gestion des risques découlant des instruments financiers sont décrites à la note 26 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2021.

	30 juin 2021	31 mars 2021
<i>En milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Valeur nominale (en \$ US)	9 375	9 300
Taux de change moyen pondéré (\$ US/\$ CA)	1,2978	1,3261
Dates d'échéance (exercices)	2022-2023	2022-2023

Au 30 juin 2021, la Société est partie à des contrats de change à terme ouverts d'une valeur nominale de 9,4 millions \$ US, à un taux de change moyen pondéré (\$ US/\$ CA) de 1,2978, et assortis de dates d'échéance contractuelles tombant entre les exercices 2022 et 2023. Au 31 mars 2021, la Société était partie à des contrats de change à terme ouverts d'une valeur nominale de 9,3 millions \$ US, à un taux de change moyen pondéré de 1,3261, et assortis de dates d'échéance contractuelles tombant entre les exercices 2021 et 2023.

Au premier trimestre de l'exercice 2022, la nature des risques découlant des instruments financiers, la gestion connexe des risques et le classement des instruments financiers n'ont fait l'objet d'aucune modification importante. De plus, aucun changement n'a été apporté à la méthode utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière de la Société pour le trimestre terminé le 30 juin 2021.

Risques et incertitudes

La Société est confiante sur ses perspectives à long terme. Cependant, afin d'assurer la réalisation de sa stratégie et de ses objectifs de croissance, la Société souhaite diminuer les risques et incertitudes créés par des situations potentiellement défavorables dans son secteur de l'industrie ou sur ses liquidités. Le risque auquel s'expose la Société est d'ordre technologique, opérationnel ou financier ou est inhérent à ses activités ou à ses stratégies d'acquisition. Outre les risques et incertitudes liées à la COVID-19 tels que décrits dans la rubrique « COVID-19 », la description de ces risques et incertitudes n'a pas changé par rapport à celle décrite dans le rapport de gestion et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2021.



Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés

Mesures financières non conformes aux IFRS

Les mesures non conformes aux IFRS fournissent aux investisseurs de l'information additionnelle sur notre performance opérationnelle et financière. La Société estime que les mesures non conformes aux IFRS sont des mesures supplémentaires importantes de la performance opérationnelle et financière, car elles mettent en évidence des tendances dans nos activités principales qui pourraient autrement ne pas être apparentes lorsque l'on se fie uniquement aux mesures financières conformes aux IFRS. Les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer des entités, dont beaucoup utilisent des mesures non conformes aux IFRS dans la présentation de leurs résultats. La direction utilise également des mesures non conformes aux IFRS afin de faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle et financière d'une période à l'autre aux fins de la préparation des budgets annuels et de l'évaluation de notre capacité à rembourser notre dette, à effectuer nos dépenses d'investissement et à combler nos besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas reconnues en vertu des IFRS. Elles n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux IFRS présentent d'importantes limites en tant qu'outils analytiques, et le lecteur ne doit pas les considérer seules ou comme substituts dans l'analyse des résultats de la Société tels qu'ils sont présentés selon les IFRS. En raison de ces limites, nous nous fondons principalement sur nos résultats tels qu'ils sont présentés conformément aux IFRS et utilisons des mesures non conformes aux IFRS uniquement pour fournir de l'information supplémentaire.

Le **BAIIA** s'entend du résultat (de la perte) avant intérêts, impôts et amortissement (le « **BAIIA** »).

BAIIA ajusté

Au quatrième trimestre de l'exercice 2021, la Société a modifié la définition du **BAIIA ajusté** de manière à ce qu'il tienne compte des frais connexes à l'acquisition et des coûts de restructuration. Les chiffres comparatifs antérieurs au 31 mars 2021 pour le **BAIIA ajusté** ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Le **BAIIA ajusté** s'entend du résultat net (de la perte nette) avant intérêts, impôts et amortissement (le « **BAIIA** »), ajusté pour tenir compte du gain (de la perte) de change, du gain (de la perte) sur cession d'une filiale, de la rémunération fondée sur des actions, des frais connexes à l'acquisition et des coûts de restructuration.



La Société est d'avis que le BAIIA ajusté est une mesure significative car il nous permet d'évaluer notre performance opérationnelle d'une période à l'autre sans tenir compte des variations découlant de l'incidence des éléments indiqués ci-dessus. Les principales activités de la Société sont d'offrir des solutions de type logiciel-service (« SaaS »). Les pertes ou les gains sur cession d'une filiale et la rémunération fondée sur des actions sont considérés comme se rapportant à des activités non essentielles. Les frais connexes à l'acquisition se rapportent aux honoraires juridiques et autres honoraires professionnels liés aux regroupements d'entreprises qui ne sont pas représentatifs des coûts d'exploitation continus et ne sont pas liés aux activités opérationnelles principales. Les coûts de restructuration se rapportent aux réorganisations d'entreprise, à la suite de regroupements d'entreprises ou d'autres transactions, et ils comprennent les honoraires juridiques, les honoraires professionnels et les indemnités de cessation d'emploi liés à ces réorganisations qui ne sont pas représentatifs des coûts d'exploitation continus et ne sont pas liés aux activités opérationnelles principales. La Société est d'avis que le fait d'exclure les frais connexes à l'acquisition et les coûts de restructuration aidera aussi les lecteurs des états financiers à mieux comprendre et comparer les résultats d'exploitation de la Société et les tendances sous-jacentes. La Société exclut ces éléments parce qu'ils ont une influence sur la comparabilité des résultats financiers d'une période à l'autre et qu'ils pourraient éventuellement fausser l'analyse des tendances en matière de performance des activités ordinaires de la Société. Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas nécessairement dire qu'ils sont non récurrents.

La marge de BAIIA ajusté s'entend du BAIIA ajusté divisé par les revenus.

Le **résultat (la perte) ajusté** se rapporte au résultat (à la perte) ajusté pour tenir compte du gain (de la perte) sur cession d'une filiale et de la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts connexes. Le résultat (la perte) ajusté par action (de base) s'entend du résultat (de la perte) ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat (la perte) ajusté par action (dilué) s'entend du résultat (de la perte) ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de la période. La Société est d'avis que le résultat (la perte) ajusté et le résultat (la perte) ajusté par action (de base et dilué) sont des mesures significatives, puisqu'ils permettent d'évaluer la performance globale de la Société d'une période à l'autre sans tenir compte des variations découlant de l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils ont une influence sur la comparabilité des résultats financiers d'une période à l'autre et qu'ils pourraient fausser l'analyse des tendances en matière de performance. Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas nécessairement dire qu'ils sont non récurrents.

Taux de change constant

Certaines données sur les revenus et variations par rapport à la période précédente sont analysées et présentées sur la base d'un taux de change constant et sont calculées en convertissant les revenus de la période correspondante de l'exercice précédent libellés en devises aux taux de change de la période considérée. La Société est d'avis que cette mesure financière non conforme aux IFRS est utile pour comparer sa performance en excluant certains éléments de volatilité.



Le tableau suivant présente un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables.

Rapprochement du BAIIA ajusté et de la perte (du résultat)

	2022		2021				2020				
	T1 30 juin 2021	Total	T4 31 mars 2021	T3 31 déc. 2020	T2 30 sept. 2020	T1 30 juin 2020	Total	T4 31 mars 2020	T3 31 déc. 2019	T2 30 sept. 2019	T1 30 juin 2019
<i>En milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
(Perte) résultat net	(4 285)	(7 591)	(2 858)	(2 853)	(643)	(1 237)	(5 752)	(6 758)	(1 879)	1 834	1 051
Perte de valeur sur dépréciation d'actifs	-	-	-	-	-	-	7 221	7 221	-	-	-
(Recouvrement) charge d'impôts	(826)	(1 618)	(704)	(625)	(34)	(255)	(1 515)	(1 890)	(502)	389	488
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	900	4 217	1 155	1 121	1 019	922	3 474	1 264	797	734	679
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	882	3 815	1 014	885	910	1 006	2 816	934	680	601	601
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	489	1 735	437	415	419	464	1 665	483	435	397	350
Amortissement des frais de financement reportés	57	135	57	58	10	10	39	10	10	10	9
Intérêts sur les obligations locatives	91	381	91	93	98	99	380	105	91	93	91
Intérêts sur la dette à long terme	14	536	9	106	166	255	892	291	211	136	254
Revenus d'intérêts	(167)	(61)	(50)	(11)	-	-	-	-	-	-	-
BAIIA	(2 845)	1 549	(849)	(811)	1 945	1 264	9 220	1 660	(157)	4 194	3 523
Perte (gain) de change	827	1 427	171	516	310	430	(788)	(1 188)	316	(280)	364
Perte (gain) sur cession d'une filiale	-	-	-	-	-	-	83	-	-	(174)	257
Rémunération fondée sur des actions	200	467	124	156	80	107	-	-	-	-	-
Coûts de restructuration	228	1 966	723	932	116	195	1 400	97	1 158	145	-
Frais connexes à l'acquisition	79	337	52	228	-	57	426	91	326	9	-
BAIIA ajusté	(1 511)	5 746	221	1 021	2 451	2 053	10 341	660	1 643	3 894	4 144

Rapprochement (de la perte) du résultat et (de la perte) du résultat ajusté

	2022		2021				2020				
	T1 30 juin 2021	Total	T4 31 mars 2021	T3 31 déc. 2020	T2 30 sept. 2020	T1 30 juin 2020	Total	T4 31 mars 2020	T3 31 déc. 2019	T2 30 sept. 2019	T1 30 juin 2019
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
(Perte) résultat net	(4 285)	(7 591)	(2 858)	(2 853)	(643)	(1 237)	(5 752)	(6 758)	(1 879)	1 834	1 051
Perte (gain) sur cession d'une filiale	-	-	-	-	-	-	83	-	-	(174)	257
Perte de valeur sur dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts connexes	-	-	-	-	-	-	5 307	5 307	-	-	-
(Perte) résultat ajusté	(4 285)	(7 591)	(2 858)	(2 853)	(643)	(1 237)	(362)	(1 451)	(1 879)	1 660	1 308
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation :											
De base et dilué	28 404	19 752	23 874	20 844	17 161	16 394	14 915	15 052	14 913	14 849	14 849
(Perte) résultat par action – de base et dilué	(0,15)	(0,38)	(0,12)	(0,14)	(0,04)	(0,08)	(0,39)	(0,45)	(0,13)	0,12	0,07
(Perte) résultat ajusté par action – de base et dilué	(0,15)	(0,38)	(0,12)	(0,14)	(0,04)	(0,08)	(0,03)	(0,10)	(0,13)	0,11	0,09



Rapprochement des revenus selon un taux de change constant et des revenus

Premier trimestre terminé le 30 juin 2021 par rapport au premier trimestre terminé le 30 juin 2020

En milliers de dollars canadiens	Pour les trimestres terminés		Variation en dollars			Variation en pourcentage	
	Le 30 juin 2021	Le 30 juin 2020	Données présentées	Incidence du change	Selon un taux de change constant	Données présentées	Selon un taux de change constant
Revenus	22 573	20 534	2 039	449	2 488	9,9 %	12,4 %

Premier trimestre terminé le 30 juin 2021 par rapport au quatrième trimestre terminé le 31 mars 2021

En milliers de dollars canadiens	Pour les trimestres terminés		Variation en dollars			Variation en pourcentage	
	Le 30 juin 2021	Le 31 mars 2021	Données présentées	Incidence du change	Selon un taux de change constant	Données présentées	Selon un taux de change constant
Revenus	22 573	22 030	543	178	721	2,5 %	3,3 %

Indicateurs de performance clés

La Société mentionne dans le présent rapport de gestion et d'autres communications certains indicateurs de performance clés qui sont décrits ci-dessous. Il est peu probable que ces indicateurs de performance soient comparables à des indicateurs similaires présentés par d'autres sociétés. Le lecteur est avisé que la présentation de ces indicateurs vise à compléter, et non remplacer, l'analyse des résultats financiers établis conformément aux IFRS. La direction a recours tant aux mesures conformes aux IFRS qu'aux mesures non conformes aux IFRS dans le cadre de la planification, de la surveillance et de l'évaluation de la performance de la Société.

Les revenus récurrents et les revenus mensuels récurrents (les « RMR ») comprennent les revenus pour lesquels des abonnements, les licences, la maintenance et les services d'hébergement permettent l'accès à des produits et services dont la fréquence de facturation est cyclique. Les revenus récurrents sont un sous-ensemble du total des revenus tels qu'ils sont déterminés conformément aux IFRS. La tranche récurrente des revenus de la Société est généralement stable.

Nouvelles normes comptables

Normes IFRS nouvelles et révisées, publiées mais non encore entrées en vigueur

IAS 1, *Présentation des états financiers*

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers*, relativement au classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. Ces modifications précisent que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants doit se fonder sur les droits de l'entité à la fin de la période de présentation de l'information financière et établir clairement le lien entre le règlement du passif et la sortie des ressources de l'entité. Ces modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 et elles doivent être appliquées de façon rétrospective. La Société n'a pas l'intention d'adopter ces modifications de façon anticipée et elle évalue actuellement leur incidence sur ses états financiers consolidés.



IFRS 3, Regroupements d'entreprises

Les modifications mettent à jour IFRS 3 pour remplacer la référence au Cadre de 1989 par une référence au Cadre conceptuel de 2018. Elles ajoutent aussi à IFRS 3 une disposition selon laquelle, en ce qui concerne les obligations qui entrent dans le champ d'application d'IAS 37, l'acquéreur doit appliquer IAS 37 pour établir si, à la date d'acquisition, une obligation actuelle existe du fait d'événements passés. Pour ce qui est d'un droit ou d'une taxe qui entre dans le champ d'application d'IFRIC 21, *Droits ou taxes*, l'acquéreur applique IFRIC 21 pour établir si le fait générateur d'obligation qui crée un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible s'est produit avant la date d'acquisition. Enfin, les modifications ajoutent un énoncé indiquant explicitement que l'acquéreur ne doit pas comptabiliser les actifs éventuels acquis lors d'un regroupement d'entreprises. Les modifications s'appliquent à la Société pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. Bien que l'application anticipée soit permise, la Société n'a pas adopté ces modifications de manière anticipée, et elle évalue actuellement leur incidence sur ses états financiers consolidés.

IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Les modifications précisent que le coût d'exécution d'un contrat est constitué des coûts directement liés à ce contrat, ce qui comprend à la fois les coûts marginaux d'exécution du contrat (par exemple les coûts de la main-d'œuvre directe et des matières) et l'imputation des autres coûts directement liés à l'exécution des contrats (par exemple l'imputation de la charge d'amortissement relative à une immobilisation corporelle utilisée entre autres pour l'exécution du contrat). Les modifications s'appliquent aux contrats pour lesquels l'entité ne s'est pas encore acquittée de toutes ses obligations à la date d'ouverture de l'exercice pour lequel l'entité applique les modifications pour la première fois. Les chiffres comparatifs ne doivent pas être retraités. L'entité doit plutôt comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale des modifications comme un ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués (ou, s'il y a lieu, d'une autre composante des capitaux propres) à la date de première application. Les modifications s'appliquent à la Société pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. Bien que l'application anticipée soit permise, la Société n'a pas adopté ces modifications de manière anticipée, et elle évalue actuellement leur incidence sur ses états financiers consolidés.

IAS 16, Immobilisations corporelles

En septembre 2020, IAS 16, *Immobilisations corporelles*, a été modifiée afin d'interdire la déduction du coût d'une immobilisation corporelle de tout produit de la vente d'éléments produits avant que l'immobilisation soit prête à être utilisée. Le produit de la vente de cette immobilisation corporelle et les coûts connexes seront plutôt comptabilisés en résultat net. Les modifications s'appliquent à la Société pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. Bien que l'application anticipée soit permise, la Société n'a pas adopté ces modifications de manière anticipée, et elle évalue actuellement leur incidence sur ses états financiers consolidés.



Contrôles internes et procédures

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière, de concert avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui sont adéquats, selon les modalités du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 ») des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2021, aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

L'évaluation et les conclusions de la direction relativement à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière excluent les contrôles, les conventions et les procédures de Vendor Registry, société acquise le 18 novembre 2020. La Société dispose d'une période de un an à partir de la date d'acquisition pour procéder à cette évaluation et pour mettre en œuvre les contrôles internes jugés nécessaires.

Renseignements supplémentaires

Le présent rapport a été préparé en date du 11 août 2021.

Le capital-actions autorisé est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions privilégiées, toutes sans valeur nominale. Au 11 août 2021, 28 404 116 actions ordinaires étaient émises et en circulation, et aucune action privilégiée n'était en circulation.

Des renseignements supplémentaires concernant la Société, y compris ses plus récents états financiers consolidés annuels audités et sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Marché et symbole boursier

Les actions ordinaires de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole boursier « MDF ».

Siège social

1111, rue St-Charles Ouest, bureau 255
Longueuil (Québec) Canada J4K 5G4
Tél. : 450 449-0102 Téléc. : 450 449-8725
www.mdfcommerce.com



Conseil d'administration

Gilles Laporte

Québec, Canada
Président du conseil d'administration
de la Société
Administrateur de sociétés

Luc Filiatreault

Québec, Canada
Président et chef de la direction,
mdf commerce Inc.

Christian Dumont, CPA, CA

Californie, États-Unis
Consultant, Neolync Holdings Ltd.

Catherine Roy, ASC

Québec, Canada
Présidente par intérim, commerce
électronique
mdf commerce Inc.

Mary-Ann Bell, ASC

Québec, Canada
Administratrice de sociétés

L'honorable Clément Gignac, ASC

Québec, Canada

Jean-François Sabourin

Québec, Canada
Directeur général, Canaccord Genuity Direct
Président, JitneyTrade Inc.

Gilles Laurin, CPA, CA

Québec, Canada
Administrateur de sociétés

Zoya Shchupak, CPA, CA

Québec, Canada
Associée directrice, Innovobot Fund I L.P.

Agent des transferts et auditeur

Services aux investisseurs Computershare inc.

1500, boul. Robert-Bourassa, bureau 700,
Montréal (Québec) Canada H3A 3S8
Tél. : 514 982-7888 Téléc. : 514 982-7580
www.computershare.com

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

1190, avenue des Canadiens-de-Montréal
Montréal (Québec) Canada H3B 0M7
Tél. : 514 393-7115 Téléc. : 514 390-4100
www.deloitte.ca

